

## Compte rendu

---

### Ouvrage recensé :

CAMERON, Maxwell A., Robert J. LAWSON and Brian W. TOMLIN (dir.). *To Walk without Fear. The Global Movement to Ban Landmines*. Don Mills, Oxford University Press Canada, 1998, xvi-491 p.

par Thierry Gongora

*Études internationales*, vol. 31, n° 2, 2000, p. 367-370.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/704165ar>

DOI: 10.7202/704165ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [info@erudit.org](mailto:info@erudit.org)

serve à donner une cohésion aux chapitres, mais elle n'y parvient que très faiblement. Le commentaire de Teresa Healy, de loin le plus adéquat, se donne la peine de critiquer l'ensemble des textes en fonction de trois critères que se donne l'auteure : une dimension sociale à l'analyse ; l'interrelation des divers niveaux d'interaction ; et la position critique par rapport au néolibéralisme. Son survol permet de faire ressortir les différences de vue importantes entre les textes, tant du point de vue de leur ontologie que de leur préférence idéologique quant au régionalisme et son contenu socio-politique. Le deuxième commentaire, de Paul Aarts n'en est pas un en fait, puisqu'il présente la réflexion de l'auteur sur la question de l'intégration dans la région du Golfe. Le commentaire de Elsenhans tente quant à lui une synthèse de ce qui unit les différents chapitres, autour de la notion de processus politique et d'érosion du pouvoir et de la souveraineté de l'État. Malheureusement, ce point n'est pas suffisamment développé.

Le principal défaut de ce volume est ce manque de cohérence voire même de continuité. On peut déplore également le manque de perspective mondiale et historique dans les analyses produites. Nous retournons ici au vieux débat entre les comparativistes et les internationalistes et l'étanchéité de leur domaine de recherche. Une sorte de malentendu semble à cet égard régner entre les co-directeurs qui, dans leur introduction, utilisaient la notion polanyienne de double mouvement pour rendre compte des transformations des régions à l'étude, et les analyses proposées dans les chapitres. Malgré cette critique, les chapitres pris un à un

demeurent utiles à qui cherche des données empiriques étoffées sur les agents et groupes spécifiques mobilisés dans ces cadres régionaux. En ce sens, la profondeur et le souci du détail des études empiriques sont remarquables. Un glossaire des acronymes utilisés, une bibliographie générale ainsi qu'un index facilitent d'ailleurs ce type d'utilisation à la carte.

Hélène PELLERIN

*Département de science politique  
Glendon, Université York, Toronto, Canada*

#### CONFLITS ET MAINTIEN DE LA PAIX

#### **To Walk without Fear. The Global Movement to Ban Landmines.**

CAMERON, Maxwell A., Robert J. LAWSON  
and Brian W. TOMLIN (dir.).  
Don Mills, Oxford University Press  
Canada, 1998, xvi-491 p.

La campagne internationale contre les mines antipersonnel qui a mené à une « Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction » (ou plus simplement la Convention sur les mines antipersonnel, ou Convention d'Ottawa) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1999 et comptait au printemps de cette même année 135 États signataires, dont 77 avaient ratifié la Convention. Pour plusieurs observateurs le fait qu'une arme ait pu être bannie au terme d'un processus diplomatique d'à peine 14 mois (octobre 1996 à décembre 1997) impliquant autant des États que des organisations non gouvernementales (ONG) constitue la preuve de l'émergence d'un « nouveau multilatéralisme »

en relations internationales et un exemple à reproduire dans d'autres dossiers du contrôle des armements et du désarmement ou du droit international humanitaire tels que ceux des enfants-soldats ou du contrôle des armes légères. Le processus accéléré de négociation de la Convention, dit processus d'Ottawa, est aussi vu comme la principale réalisation de l'activisme qui caractérise la politique étrangère canadienne sous la direction du ministre Lloyd Axworthy. En somme, il était inévitable que cette campagne et ce traité international feraient l'objet d'analyses afin d'évaluer leur importance et d'en tirer des leçons.

L'ouvrage de Cameron, Lawson et Tomlin réunit 32 collaborateurs dont 11 proviennent du milieu universitaire, 11 des ONG et 9 du milieu diplomatique (dont le ministre Lloyd Axworthy); plusieurs des chapitres produits par les universitaires ont aussi paru dans une première version dans la *Revue canadienne de politique étrangère*. Selon les directeurs du projet, ce livre visait trois buts et trois lectorats: présenter aux universitaires une analyse du processus d'Ottawa et de son résultat; effectuer pour les gouvernements et les ONG une analyse afin d'améliorer leur action dans l'avenir si une situation similaire se présentait; enfin, offrir au public un survol de la question afin de l'encourager à poursuivre ces questions. Au total, l'ouvrage atteint assez bien ses buts et le fait que plusieurs des collaborateurs aient été des participants engagés dans la campagne contre les mines ne les empêche pas de dresser un bilan juste de leurs actions. Il faut d'ailleurs souligner que le projet de cet ouvrage a été élaboré très tôt lors

du processus d'Ottawa, que les participants ont eu l'occasion d'échanger leurs idées au cours de rencontres et que les universitaires travaillant sur la diplomatie canadienne ont pu interviewer les acteurs-clés dans le dossier des mines au ministère des Affaires étrangères et du commerce international (MAECI).

Les analyses portant sur la campagne internationale contre les mines antipersonnel démontrent à quel point les ONG ont été importantes. Ce sont elles qui ont porté le problème à l'attention des décideurs et de l'opinion publique, elles sont rapidement devenues le noyau de « communautés épistémiques » sur cette question complexe. Alors qu'au départ les militaires et les diplomates concevaient le problème des mines comme une question de contrôle des armements ou de désarmement pouvant être résolue dans le cadre des forums établis à cette fin, les ONG ont rapidement déplacé la question sur un autre terrain: celui du droit international humanitaire afin de démontrer que les mines antipersonnel, nonobstant ce qu'en dit la doctrine militaire, sont des armes qui ne discriminent pas entre non-combattants et belligérants et qui ont des effets négatifs à long terme sur la capacité des sociétés à se reconstruire après une guerre civile. Dans les faits la campagne internationale contre les mines antipersonnel s'est exprimée dans une variété de formes en fonction des conditions nationales. Selon Long et Hindle, par exemple, le ralliement d'une majorité d'États européens au camp « abolitionniste » s'expliquerait par l'action de certaines campagnes nationales et l'effet de ralliement qui amènent plusieurs États candidats

à l'Union européenne à adopter une position qui reflète l'opinion dominante qui émerge au sein de ce groupe. Les chapitres de Wareham et de Gard soulignent tous deux que le refus des États-Unis de rejoindre le clan abolitionniste s'explique par la volonté du président Clinton d'éviter un affrontement avec l'état-major général des forces armées une fois que ce dernier s'est prononcé en faveur de la nécessité de maintenir cette arme dans l'arsenal américain.

Plusieurs États ont assumé un leadership dans la campagne contre les mines antipersonnel au cours des années, entre autres la Belgique, les États-Unis et la France ; de fait, si le ministre Axworthy n'avait pas lancé le processus d'Ottawa en octobre 1996, il y a fort à parier que le rôle du Canada serait resté marginal, car rien jusqu'à ce moment ne distinguait particulièrement le Canada des autres petites ou moyennes puissances abolitionnistes telles que l'Autriche, la Belgique ou la Norvège. Le chapitre de Tomlin est de ce point de vue fascinant, car il retrace l'évolution du dossier des mines au sein du MAECI des débuts où cette question était considérée comme un « dossier perdant » jusqu'à l'initiative de onzième heure consistant à inviter la communauté internationale à établir un processus de négociation hors des forums et traités traditionnels que sont la Conférence du Désarmement et la Convention sur certaines armes classiques. Tomlin démontre à quel point ce dossier a été mené de A à Z par des cadres intermédiaires du ministère qui ont pu bénéficier de circonstances fortuites pour faire progresser un dossier qui leur tenait à cœur ; un exemple de plus que la prise de décision et

le développement de politiques sont loin de relever d'un schéma rationnel et planifié.

La coalition de petites et moyennes puissances et d'ONG nationales et internationales qui ont collaboré ensemble pour faire bannir les mines antipersonnel en pratiquant une diplomatie publique a amené plusieurs analystes et acteurs de cette campagne à parler d'un « nouveau multilatéralisme ». Le concept fait référence de façon un peu indistincte à une nouvelle forme de diplomatie, plus publique, impliquant la société civile et surtout les ONG, prenant avantage de la révolution dans les communications et pour laquelle les puissances moyennes comme le Canada auraient un avantage comparatif. Au-delà de l'étiquette fourre-tout, le débat que soulève ce concept tourne autour de la collaboration entre ONG et États. En effet, pour des auteurs critiques comme Beier, Crosby, de Larringa et Sjolander, le processus et la Convention d'Ottawa ne constituent pas un véritable nouveau multilatéralisme, mais plutôt la cooptation des ONG par les diplomates et ne correspondent pas aux idéaux de la sécurité humaine. À l'opposé, les analyses de Dolan et Hunt et de Cameron démontrent des ONG indépendantes et une diplomatie qui se démocratise non sans difficultés.

Il est difficile de rendre compte en quelques lignes de toutes les contributions dans un ouvrage de 21 chapitres. Il faudrait ainsi signaler l'excellent travail accompli par Hubert pour présenter les défis et réalisations du « déminage humanitaire » et celui de Price qui cherche à évaluer à partir de précédents historiques les chances de voir la Convention sur les mines

antipersonnel être respectée. Dans l'ensemble cet ouvrage est essentiel pour ceux qui s'intéressent à la question ou suivent les nouveaux dossiers du contrôle des armements et du désarmement.

Thierry GONGORA

*Chercheur postdoctoral  
IQHEI, Université Laval, Québec*

### **A Road Map to War. Territorial Dimensions of International Conflict.**

*DIEHL, Paul F. (dir.). Nashville et Londres, Vanderbilt University Press, 1999, xx-308 p.*

Les auteurs des différents chapitres de ce livre mettent l'accent sur le rôle joué par le territoire dans le déclenchement, l'évolution et l'aboutissement des conflits internationaux. Ils cherchent à replacer l'espace géographique dans une position plus centrale à l'intérieur des modèles descriptifs et explicatifs desdits conflits. En ce sens, le livre édité par Paul F. Diehl est un apport supplémentaire pour ce qui est de la reconnaissance de la place que la géographie et les géographes occupent dans l'analyse des problèmes politiques et militaires de la planète : « Territorial concerns belong as one of several important factors that directly affect how, when, and where states decide to use military force in pursuit of national objectives » (p. ix).

Pour atteindre ses buts, le livre est structuré en quatre volets principaux concernant les origines, la dynamique, la résolution et l'avenir des conflits territoriaux, le tout précédé d'une section relative à certains concepts « d'importance territoriale ». Dans ce cas spécifique, les espaces

réels et symboliques ainsi que d'autres notions territoriales inter-reliées sont abordés en rapport avec le conflit arabo-israélien. Le territoire en tant que ressource économique, position stratégique, cadre démographique ou foyer historique et religieux, de même que les différents changements survenus dans les configurations territoriales d'Israël et de la Palestine, sont autant de sujets servant à la conceptualisation initiale des grands thèmes de ce livre.

Les deux chapitres de la deuxième partie du livre traitant des origines des conflits territoriaux ont en commun une approche théorique et méthodologique qui ne manque pas d'intérêt. Il y a d'abord une référence à la dimension temporelle des conflits sous la forme d'une étude de la durée des « rivalités » interétatiques ayant conduit ou non à des affrontements armés, mais ayant toujours eu à la base une dispute territoriale. Les cas inventoriés à titre d'exemples sont échelonnés sur une quarantaine d'années, entre 1950 et 1990, et ils sont classés en fonction des grands ensembles régionaux de la planète. L'autre chapitre traite d'un sujet plus directement géographique à propos des formes des territoires et, plus exactement, de leur compacité (*compactness*). De ce point de vue, ce chapitre est une contribution intéressante à l'examen d'un concept qui a toujours attiré l'attention des géographes. L'auteur développe une série de techniques d'analyse de la compacité en les appliquant à plusieurs cas concrets dont la plupart sont toutefois concentrés sur le continent européen, exception faite de l'étude plus détaillée du cas israélien.